

**Réunion spéciale de l'ECOSOC sur la crise alimentaire  
New York, le 20 mai 2008**

**Intervention de M. Jean Olinger  
Chargé d'affaires a.i. du Luxembourg**

Monsieur le Président,

Je voudrais tout d'abord entamer ma courte intervention en saluant l'initiative que vous avez prise, Monsieur le Président, de convoquer cette réunion spéciale de l'ECOSOC consacrée à la crise alimentaire que connaît le monde actuellement.

Ce faisant, vous avez placé le Conseil économique et social au centre de la réponse du système des Nations Unies face à ce défi en organisant l'une des premières, sinon la première, réunion intergouvernementale en la matière.

Grâce à cette initiative, l'ECOSOC joue donc pleinement le rôle renouvelé qui lui a été conféré dans la résolution 61/ 16.

Notre réunion d'aujourd'hui – en complément des travaux de la task force que le Secrétaire général a si opportunément réunie - constitue donc la première étape dans un processus qui s'étendra sur les mois à venir et dont l'objet est de définir une réponse cohérente du système des Nations Unies dans son ensemble – et même au-delà – face au défi inacceptable de la faim.

Monsieur le Président,

Le Luxembourg s'associe pleinement à la déclaration qui vient d'être présentée par la Slovénie au nom de l'Union européenne et souhaite formuler quelques remarques complémentaires.

Pour que la réaction internationale face à la crise actuelle puisse porter pleinement ses fruits, il est essentiel que nous parvenions à définir une action dans le court, dans le moyen et dans le long terme, le tout inséré dans une stratégie et un programme d'action cohérents et multidimensionnels

1. Tout d'abord, dans le court terme, il nous faut accentuer nos efforts en matière d'aide alimentaire d'urgence, tout en veillant à ce que cette assistance humanitaire ne crée d'impact contraire aux objectifs visés.

Pour sa part, le Luxembourg s'est immédiatement associé à l'effort international en faisant parvenir ces dernières semaines une contribution de 1.300.000 d'euros au Programme alimentaire mondial pour permettre à celui-ci de maintenir ses opérations malgré la hausse des prix alimentaires.

Par ailleurs, nous avons intensifié notre coopération avec les pays partenaires du Luxembourg, et en particulier les pays d'Afrique de l'Ouest, comme le Burkina Faso, le Cap-Vert, le Mali, le Niger et le Sénégal, qui sont susceptibles de subir pleinement l'impact négatif de la situation actuelle.

C'est pourquoi mes autorités ont décidé d'augmenter d'au moins 50% cette année les contributions directement liées à l'aide humanitaire dans ces cinq pays. Cela représente un effort supplémentaire de plus de 2.5 millions d'euros par rapport à l'année dernière, notamment dans le domaine des programmes de nourriture à l'école.

Tirant, ensemble avec les autorités nationales, les enseignements de la crise alimentaire de 2005 au Niger, mon pays soutient depuis lors la mise en place et le fonctionnement dans ce pays d'un dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires. Ce dispositif permet un suivi très précis des conditions de production et de l'évolution des prix des aliments dans les diverses régions du pays, tout en finançant un certain nombre d'actions de prévention au niveau des ménages.

Nous constatons que la crise alimentaire est en train de se propager à l'instar d'un tsunami silencieux et l'effort de solidarité international face à cette crise doit être à la hauteur de celui qui avait suivi le tsunami de 2004 afin d'endiguer une crise humanitaire qui pourrait hypothéquer les acquis et les progrès dans la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

2. Cette aide à court terme devra impérativement être complétée par des mesures à moyen et à long terme. La cohérence entre les diverses politiques, et notamment la cohérence des politiques agraires entre les continents, tout comme la prise en compte des effets des changements climatiques, doivent absolument être renforcées. Le cycle de Doha doit être mené à bien dans la perspective du développement. Tout ce qui est décidé en rapport avec les biocarburants doit être réexaminé, rééquilibré, réorganisé et réduit. Il faudra avant tout investir concrètement dans l'agriculture des pays en développement, et ce, de manière multifonctionnelle et durable, en accordant un rôle clé à la biodiversité, en vue d'augmenter la sécurité alimentaire dans le monde.

Cette crise doit être transformée en une opportunité et ce surtout pour l'Afrique, qui a tant besoin d'une véritable révolution verte.

Monsieur le Président,

Permettez-moi de conclure en exprimant l'attente que la communauté internationale saura se réunir autour d'une approche d'ensemble efficace afin d'apporter une contribution décisive à l'éradication de ce fléau qui ne devrait plus être de notre temps : la faim.

Je vous remercie pour votre attention